

Intégration monétaire et discipline électorale : une analyse des cycles budgétaires électoraux dans les espaces CEDEAO et CEEAC

Monetary Integration and Electoral Discipline: An Analysis of Electoral Budget Cycles in ECOWAS and ECCAS Countries.

Auteur 1 : Dione Léon Amath.

Dione Léon-Amath, (<https://orcid.org/0009-0008-3665-4790>*, PhD)
1, Université Alioune Diop / UFR ECOMI/Département Économie

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : Dione Léon-Amath (2025) « Intégration monétaire et discipline électorale : une analyse des cycles budgétaires électoraux dans les espaces CEDEAO et CEEAC », African Scientific Journal « Volume 03, Num 33 » Pp: 2011 – 2031.



DOI : 10.5281/zenodo.18234233
Copyright © 2025 – ASJ



Résumé:

Cette étude analyse les cycles budgétaires électoraux (CBE) dans les pays de la CEDEAO et de la CEEAC sur la période 1995–2024, en mettant l'accent sur le rôle disciplinaire de l'intégration monétaire. Elle examine si l'appartenance à une union monétaire (l'UEMOA et la CEMAC) constitue un mécanisme institutionnel susceptible de limiter les comportements budgétaires opportunistes en période électorale. À partir d'un modèle de panel non cylindré estimé à l'aide de l'estimateur de Driscoll-Kraay, robuste aux dépendances temporelles et transversales, les résultats montrent que les cycles budgétaires électoraux sont significatifs uniquement dans les pays non membres d'une union monétaire. Dans ces pays, l'absence de contraintes budgétaires supranationales favorise une manipulation des finances publiques à des fins électorales. En revanche, les règles budgétaires communes et les mécanismes régionaux de surveillance propres aux unions monétaires atténuent significativement ces comportements. Ces résultats mettent en évidence le rôle central des institutions supranationales dans la discipline budgétaire, la stabilité macroéconomique et la crédibilité démocratique en Afrique subsaharienne, et soulignent l'importance de l'intégration régionale comme levier de bonne gouvernance fiscale.

Mots-clés : cycles budgétaires électoraux ; intégration monétaire ; discipline budgétaire ; CEDEAO ; CEEAC

Abstract

This study examines electoral budget cycles (EBCs) in countries of the Economic Community of West African States (ECOWAS) and the Economic Community of Central African States (ECCAS) over the period 1995–2024, with a focus on the disciplinary role of monetary integration. It investigates whether membership in a monetary union — the West African Economic and Monetary Union (WAEMU) and the Central African Economic and Monetary Community (CEMAC) — acts as an institutional mechanism that constrains opportunistic fiscal behavior during electoral periods. The analysis relies on a non-cylindrical panel model estimated using Driscoll-Kraay standard errors, which are robust to cross-sectional and temporal dependence. The results show that electoral budget cycles are statistically significant only in countries outside monetary unions, where the absence of supranational fiscal constraints allows governments to manipulate public finances for electoral purposes. By contrast, common fiscal rules and regional surveillance mechanisms within monetary unions significantly mitigate such behavior. These findings emphasize the role of supranational institutions in fostering fiscal discipline, macroeconomic stability, and democratic credibility in Sub-Saharan Africa,

Keywords: electoral budget cycles; monetary integration; fiscal discipline; ECOWAS; ECCAS,

Introduction

La relation entre les échéances électorales et la conduite des politiques économiques, en particulier budgétaires, occupe une place centrale dans la littérature en économie politique (Shi et Svensson, 2006 ; Brender et Drazen, 2005). Selon l'hypothèse d'opportunisme politique, les gouvernements ont tendance à ajuster les niveaux de dépenses, de recettes ou de déficit à l'approche des élections afin d'accroître leurs chances de réélection. Ces comportements, qualifiés de cycles budgétaires électoraux (CBE), peuvent fragiliser la crédibilité des politiques publiques, accentuer les déséquilibres macroéconomiques et compromettre la soutenabilité des finances publiques, en particulier dans les économies en développement.

Toutefois, l'existence et l'ampleur des cycles budgétaires électoraux dépendent étroitement du cadre institutionnel dans lequel s'inscrit l'action publique. Des règles budgétaires crédibles, des mécanismes de surveillance efficaces et des contraintes supranationales pourraient réduire la marge de manœuvre discrétionnaire des gouvernements et limiter les incitations à la manipulation budgétaire en période électorale.

L'intégration régionale et monétaire apparaît comme un dispositif institutionnel potentiellement central pour renforcer la discipline budgétaire et la stabilité macroéconomique. L'Afrique subsaharienne constitue un terrain d'analyse particulièrement pertinent pour étudier ces mécanismes. À titre d'exemple, au sein de la CEDEAO et de la CEEAC coexistent des pays membres d'unions monétaires dotées de règles budgétaires communes et de dispositifs de surveillance régionaux et des pays non membres bénéficiant d'une plus grande autonomie budgétaire. Cette hétérogénéité institutionnelle offre une opportunité unique d'évaluer empiriquement le rôle modérateur de l'intégration monétaire sur les comportements budgétaires électoraux et, plus largement, sur la qualité de la gouvernance fiscale et démocratique. C'est dans ce cadre que s'inscrit notre étude intitulée « **Intégration monétaire et discipline électorale : une analyse des cycles budgétaires électoraux dans les espaces CEDEAO et CEEAC.** »

Ainsi, la question centrale de ce travail est de savoir dans quelle mesure la création de zone monétaire peut être un barrage aux dérives budgétaires durant les périodes électorales.

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact de l'appartenance à une union monétaire sur les cycles budgétaires électoraux dans les pays de la CEDEAO et de la CEEAC sur la période 1995–2024. Plus précisément, il s'agit :

- (i) de tester l'existence des cycles budgétaires électoraux dans ces espaces régionaux ;
- (ii) d'évaluer si les pays membres de l'UEMOA et de la CEMAC sont moins exposés à ces cycles que les pays hors union monétaire ;

(iii) d'examiner dans quelle mesure les contraintes institutionnelles supranationales contribuent à la discipline des politiques budgétaires et à la stabilité macroéconomique,

Deux hypothèses principales sont testées :

- la première (H1) postule que les périodes électorales sont associées à une détérioration des finances publiques, traduisant l'existence de cycles budgétaires électoraux ;
- la seconde (H2) avance que les pays membres d'une union monétaire sont moins exposés à ces cycles que leurs homologues non membres, en raison des règles budgétaires communes et des mécanismes de surveillance supranationaux.

Le travail est structuré comme suit : la section 2 présente la revue de la littérature, la section 3 décrit les données et la méthodologie, la section 4 expose les résultats empiriques et la section 5 conclut en discutant les implications de politique économique et d'intégration régionale.

1. Revue de la littérature

1.1. Cadre théorique des cycles budgétaires électoraux

Les cycles budgétaires électoraux (CBE) analysent les interactions entre calendriers électoraux et politiques budgétaires. L'approche opportuniste (Nordhaus, 1975 ; Lindbeck, 1976 ; Tufte, 1978) postule que les gouvernements expansionnistes manipulent dépenses et recettes pour maximiser les voix, via des électeurs myopes sensibles à la conjoncture immédiate. Les modèles d'asymétrie d'information (Rogoff et Sibert, 1988 ; Rogoff, 1990 ; Persson et Tabellini, 1991) intègrent des électeurs rationnels réagissant à des signaux de compétence. Ces fondements théoriques structurent l'analyse des modérateurs institutionnels.

1.2. Modèles partisans et rôle des institutions

Les modèles partisans (Hibbs, 1977 ; Alesina, 1987) associent les fluctuations budgétaires aux divergences idéologiques entre partis. Les institutions jouent un rôle modérateur clé : la transparence et la reddition des comptes réduisent les CBE dans les démocraties avancées (Persson et Tabellini, 2004 ; Alt et Lassen, 2006 ; Brender et Drazen, 2012). Shmuel (2020) nuance cette relation avec une courbe en U inversé : les CBE s'intensifient dans les démocraties faibles et autocraties faibles, tandis qu'ils s'atténuent aux extrêmes (démocraties consolidées/autocraties fortes) en raison des contraintes institutionnelles et de la compétition politique. Dans les contextes institutionnellement fragiles typiques des pays émergents, ces cycles s'amplifient (Shi et Svensson, 2006 ; Castro et Martins, 2018 ; Facchini et al., 2018 ; Janku et Libich, 2019 ; Lopez et Moya, 2022 ; Nguyen et Tran, 2023),

1.3. Intégration économique et discipline budgétaire

L'intégration régionale impose des contraintes via des règles communes et des mécanismes de surveillance. Dans l'OCDE, elle limite les dépenses électoralistes (Hansson et Holofsdotter,

2008 ; Schulze et Ursprung, 1999), bien que les CBE persistent en Union européenne (Mink et de Haan, 2006), Des règles fiscales crédibles et appliquées atténuent significativement ces cycles (Gootjes, de Haan et Jong-A-Pin, 2021). Cependant, dans les pays émergents, notamment en Afrique subsaharienne, l'absence de telles règles fiscales milite en faveur de cycles plus marqués (Hartley et Knudsen, 2022). Dans les économies émergentes en Asie (Tan et Phan, 2023) montrent également que l'intégration régionale offre des mécanismes limités pour atténuer les manipulations budgétaires, en particulier dans les pays où les systèmes fiscaux sont encore inégaux,

1.4. Contexte africain et lacunes de la littérature

Au sein de la **CEDEAO** et de la **CEEAC**, les unions monétaires **UEMOA** et **CEMAC** imposent des critères budgétaires contraignants, ce qui limite l'intensité des cycles budgétaires électoraux (CBE) dans les pays membres, contrairement aux États non membres comme le **Nigéria** et le **Ghana** (Ellahie, 2012 ; Nasser, 2011 ; Mpatswe, Tapsoba et York, 2015 ; Effiom, 2019 ; Adekunle et al., 2021), Osei et al, (2023) considèrent qu'une surveillance renforcée atténue les manipulations pré-électorales chez les membres, alors que Moyo et Phiri (2022) confirment des effets disciplinaires des mécanismes régionaux, moins marqués hors unions. Kassim et al, (2023), Nguyen et Tran (2023), et Al-Abed et Kassim (2023) nuancent : malgré les contraintes, des stratégies électoralistes persistent via réformes fiscales locales. Toutefois, ces estimations présentent une limite majeure : elles ne tiennent pas compte de la dépendance entre les individus des panels (erreur d'hétéroscédasticité et d'autocorrélation spatiale-temporelle). Notre étude comble cette lacune via l'estimateur Driscoll-Kraay standardisé (1995-2024), robuste à ces biais, comparant systématiquement pays membres vs non-membres.

2. Données et méthodologie

Justification épistémologique et choix méthodologique

Cette recherche adopte un positionnement **positiviste** visant l'explication causale des cycles budgétaires électoraux via des tests économétriques rigoureux. Le raisonnement suit une logique **hypothético-déductive** : les hypothèses H1 et H2, dérivées de la théorie opportuniste et institutionnelle (sections 1,1-1,2), sont testées sur données panel. L'estimateur **Driscoll-Kraay** est privilégié pour sa robustesse aux erreurs d'hétéroscédasticité, autocorrélation et **dépendance transversale** entre pays CEDEAO/CEEAC – limites méthodologiques récurrentes dans la littérature africaine (section 1,4). Ce choix garantit des inférences causales fiables dans un contexte de chocs régionaux corrélés.

2.1. Justification du périmètre régional : CEDEAO et CEEAC

Cette étude se concentre sur les pays membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Ce choix repose sur des considérations théoriques et empiriques cohérentes avec l'approche de l'économie politique des choix publics en contexte institutionnel contraint. Ces deux ensembles régionaux présentent des caractéristiques structurelles comparables : forte dépendance à l'aide extérieure, mobilisation limitée des ressources domestiques et instabilité politique récurrente. Ces traits sont susceptibles d'amplifier les incitations des gouvernements à adopter des politiques budgétaires opportunistes à l'approche des échéances électorales.

Par ailleurs, la CEDEAO et la CEEAC constituent un laboratoire institutionnel naturel, intégrant des unions monétaires (UEMOA et CEMAC) aux côtés de pays non membres bénéficiant d'une autonomie budgétaire plus large. L'appartenance à une union monétaire implique des contraintes explicites en matière de déficit, d'endettement et de financement monétaire, accompagnées de mécanismes de surveillance et de sanctions crédibles. Cette configuration permet d'évaluer comment les gouvernements arbitrent entre les contraintes institutionnelles supranationales et les gains politiques d'un usage opportuniste de la politique budgétaire en période électorale.

2.2. Variables

2.2.1. Variables dépendantes

L'étude mobilise deux indicateurs alternatifs de performance budgétaire :

Solde primaire net des prêts/emprunts : exclut les paiements d'intérêts et permet d'identifier les ajustements budgétaires discrétionnaires indépendamment de l'endettement hérité ;

Solde budgétaire global : inclut les intérêts de la dette et reflète la position budgétaire agrégée, capturant les contraintes structurelles.

L'utilisation conjointe de ces deux mesures distingue les manipulations discrétionnaires des ajustements imposés par les contraintes macroéconomiques de long terme.

2.2.2. Variables explicatives principales : cycle électoral

Les effets électoraux sont modélisés à partir des élections présidentielles nationales :

Pré-électoral (Pré_el) : variable continue décroissante mesurant le nombre d'années avant l'élection ;

Année électorale (Elec_0) : variable binaire valant 1 si l'année correspond à un scrutin présidentiel ;

Post-électoral (Post_el) : variable continue mesurant le nombre d'années écoulées depuis l'élection.

Seules les années d'élections présidentielles ont été retenues, compte tenu du rôle central de l'exécutif sur la politique budgétaire en Afrique subsaharienne.

2.2.3. Variables de contrôle

Pour limiter les biais d'omission et isoler l'effet électoral :

Solde du compte courant (% PIB) : position extérieure du pays ;

Dette publique (% PIB) : contrainte de soutenabilité budgétaire ;

Taux de croissance du PIB réel : contrôle du cycle économique ;

Population (millions d'habitants) : effet d'échelle et pression redistributive ;

Indicateurs de gouvernance (WGI) : initialement envisagés mais non robustes, remplacés par l'appartenance à une union monétaire (UEMOA/CEMAC) comme proxy de discipline budgétaire institutionnelle.

2.3. Sources des données

L'analyse repose sur un panel non équilibré 1995–2024, couvrant 23 pays de la CEDEAO et de la CEEAC, avec les sources suivantes :

Tableau 1 : Types de variables et sources

Type de variable	Source
Variables budgétaires et macroéconomiques (% PIB, annuelles)	FMI – <i>World Economic Outlook</i> (avril 2025)
Calendrier électoral	Bases nationales, <i>IFES Election Guide</i>
Indicateurs de gouvernance	Banque mondiale – <i>Worldwide Governance Indicators</i>
Données démographiques	Banque mondiale – <i>World Development Indicators</i>

Source : Auteur

2.4. Sources des données

Avant estimation, des tests ont été réalisés :

1. **Dépendance transversale** : test de Pesaran (CD) confirme des chocs communs entre pays, justifiant l'utilisation d'estimateurs robustes.

Tableau 2: Résultats du test de dépendance de section croisée (Pesaran, 2004)

Variable	CD-test	p-value	Corrélation moyenne	Corrélation absolue moyenne	Conclusion
Solde courant	5,16	0,000	0,059	0,241	Forte dépendance
Solde budgétaire	20,63	0,000	0,233	0,291	Forte dépendance
population	88,48	0,000	0,991	0,991	Forte dépendance

Solde primaire	16,96	0,000	0,196	0,277	Forte dépendance
Taux de croissance	4,66	0,000	0,052	0,189	Forte dépendance
Dette publique	35,64	0,000	0,414	0,505	Forte dépendance

Source : auteur

2. Stationnarité :

Le test de Pesaran révèle des variables stationnaires en niveau ou en première différence.

Tableau 2 : Tests de stationnarité de seconde génération : Test CIPS de Pesaran

Variable	Test utilisé	Stationnaire au niveau	Décision
Solde courant	pescadf	-2,516 (p = 0,006)	I(0)
Solde budgétaire	Pescadf (trend)	-6,401 (p = 0,000)	I(0)
population	pescadf (trend)	1.924 (p = 0,821) -2,013(p = 0,022)	I(1)
Dette publique	pescadf (trend)	-3.886 (p = 0,003)	I(0)
Solde primaire	pescadf (trend)	-6,966 (p = 0,00)	I(0)
Taux de croissance	pescadf (trend)	-6,058 (p=0,00)	I(0)

Source : auteur

3. Cointégration :

Dans notre cas, il n'est pas opportun de s'adonner au test de cointégration la variable explicative principale est une variable dummy et en plus les variables sont stationnaires sauf une variable de contrôle (population).

4. Spécification fonctionnelle : test RESET

Tableau 3 : Test de présence de retard dans la dynamique budgétaire

Test statistique	Valeur	p-value	Conclusion
L1_s_primaire (coefficient)	0,284	0,000	*** Significatif (t = 3,56)
Test F (L1_s_primaire = 0)	12,65	0,0004	*** Retard significatif
R ² (modèle avec retard)	0,361	—	Dynamique budgétaire confirmée
F global (8, 634)	6,62	0,0000	Modèle globalement significatif

Notes : *** p < 0,01 ; ** p < 0,05 ; * p < 0,1.

Source : auteur

Le test de Wald confirme la nécessité d'inclure un retard (Tableau 3).

Cette dynamique budgétaire persistante ($\beta=0.284$, $p<0.01$) justifie l'inclusion de $L1_s_prim$ dans la spécification finale.

5. Linéarité du modèle

Tableau 4 : Test de spécification fonctionnelle – Linéarité vs Non-linéarité

Variable	Coefficient	Erreur-type	t-stat	p-value	Signification
L1_s_primaire	0,399***	0,141	2,82	0,005	Dynamique confirmée
Pré_el	0,183	1,244	0,15	0,883	NS
Post_el	-0,424	1,026	-0,41	0,680	NS
Pré_el ²	0,082	0,220	0,37	0,710	NS
Post_el ²	0,113	0,163	0,70	0,487	NS
Constante	-1,042***	0,316	-3,30	0,001	Significative

Notes : *** $p < 0,01$; ** $p < 0,05$; * $p < 0,1$. ; $R^2 = 0,176$; $F(5, 658) = 6,15$ ($p = 0,000$).

Les termes quadratiques ($Pré_el^2$, $Post_el^2$) sont non significatifs, indiquant l'absence de non-linéarité. Le modèle dynamique est validé par la significativité de **L1_s_primaire**. L'absence de significativité des termes quadratiques rejette l'hypothèse d'un cycle budgétaire non linéaire autour des élections (voir également Graphique 1, Annexe 0). Ce tableau 4 complète logiquement le Tableau 3 en justifiant l'usage d'une spécification linéaire dynamique.

6. Endogénéité :

Les variables électorales ($Pré_el$, $elec_0$, $Post_el$), dummy ou quasi dummy, sont exogènes par construction, reposant sur des calendriers constitutionnels prédéfinis sans causalité inverse possible allant des élections à la politique budgétaire. Les variables de contrôle macroéconomiques (croissance, dette, compte courant, population) associées aux effets fixes pays et temps éliminent les biais d'omission de variables. L'estimateur Driscoll-Kraay final garantit la robustesse aux biais résiduels d'hétéroscédasticité, autocorrélation et dépendance transversale. L'analyse est menée séparément par sous-groupes (UEMOA vs CEDEAO hors UEMOA ; CEMAC vs CEEAC hors CEMAC) pour mettre en évidence l'effet disciplinaire des institutions supranationales.

2.5. Spécification empirique

À la lumière des tests préliminaires et des propriétés identifiées du panel, la spécification empirique retenue prend en compte la dynamique des soldes budgétaires, les effets fixes pays et temps, ainsi que la dépendance transversale. Le modèle estimé est le suivant :

La spécification empirique estimée est la suivante :

$$Y_{it} = \alpha_0 + Y_{i,t-1} + \sum_k \beta_k ELEC_{i,t-k} + \lambda X_{it} + c_i + \delta_{it} + \varepsilon_{it}$$

Où :

Y_{it} : désigne la variable dépendante pour le pays i à l'année t mesurée alternativement par le solde budgétaire global ou le solde primaire (en pourcentage du PIB),

$Y_{i,t-1}$: valeur retardée de la variable dépendante, capturant l'inertie budgétaire d'un pays entre années successives.

$ELEC_{i,t-k}$: correspond aux variables électorales (Pré_el, Elec_0, Post_el), le décalage k permettant d'identifier les effets pré-électoraux, contemporains et post-électoraux ;

X_{it} : vecteur des variables de contrôle macroéconomiques et institutionnelles;

C_i correspond à l'effet fixe spécifique au pays ;

δ_t : capture les effets fixes temporels communs à l'ensemble des pays ;

ε_{it} : est le terme d'erreur idiosyncratique.

Cette spécification permet de tester l'impact des cycles électoraux sur les soldes budgétaires tout en contrôlant la dynamique, les effets fixes et la dépendance transversale. L'analyse par sous-groupes illustre le rôle des unions monétaires dans la discipline budgétaire.

3. Résultats

3.1. Dynamique budgétaire autour des élections selon les groupes de pays

3.1.1. Analyse statistique par groupe de pays

Le **Tableau 3** présente les statistiques descriptives du solde primaire par **groupe de pays** et **période électorale**, Il synthétise la moyenne, l'écart-type, le minimum, le maximum et l'effectif pour chaque combinaison groupe et période.

Tableau 5 : Solde primaire moyen selon les groupes de pays et le cycle électoral

Groupe de pays	Période	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
UEMOA	Hors élection	-1,59	4,35	-10,34	31,24
	Année électorale	-2,29	2,29	-7,96	3,84
CEMAC	Hors élection	2,69	7,41	-17,16	29,01
	Année électorale	0,50	5,96	-12,70	12,69
CEDEAO hors UEMOA	Hors élection	-1,17	3,79	-13,84	25,02
	Année électorale	-2,04	4,01	-11,17	13,66
CEEAC hors CEMAC	Hors élection	0,23	15,24	-22,20	126,46
	Année électorale	-1,11	6,85	-12,43	19,04
Total	Toutes périodes	-0,35	7,47	-22,20	126,46

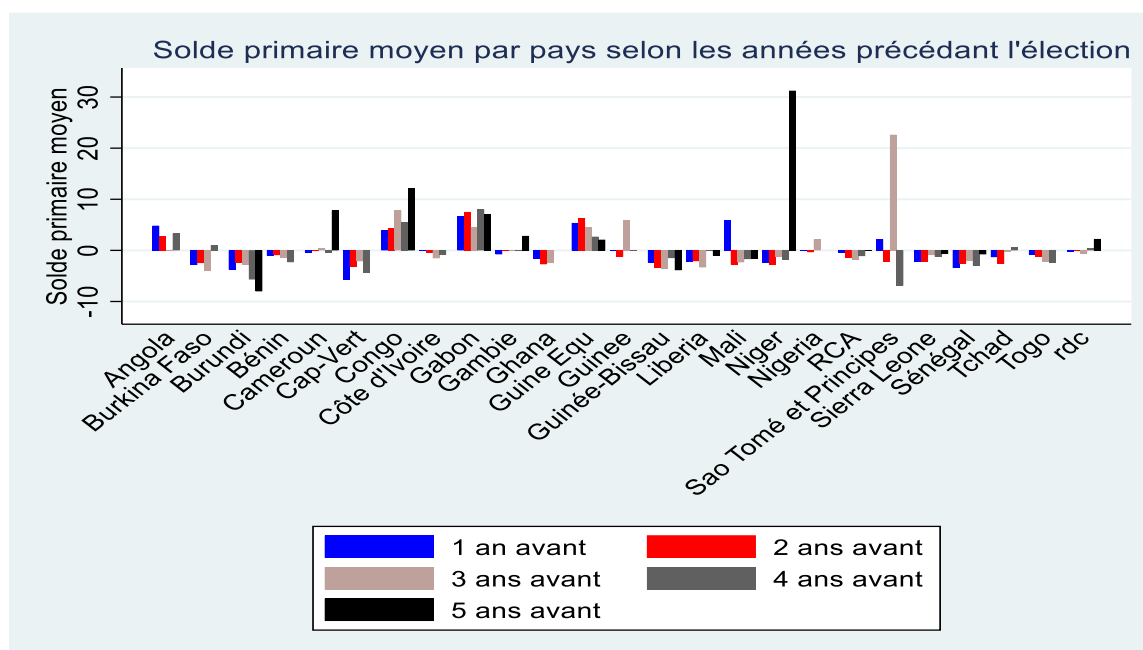
Source : auteur

Les pays membres d'une union monétaire (UEMOA et CEMAC) présentent des variations limitées du solde primaire, reflétant une discipline budgétaire plus stable. Quant aux pays non membres (CEDEAO hors UEMOA et CEEAC hors CEMAC), ils affichent des cycles plus prononcés et une volatilité plus importante, en particulier pour la CEEAC hors CEMAC. L'année électorale s'accompagne d'une légère détérioration du solde primaire pour tous les groupes, mais l'effet est moins marqué dans les unions monétaires, suggérant un rôle modérateur des contraintes institutionnelles.

3.1.2. Analyse graphique : évolution pré- et post-élection

Dans les pays non membres d'une union monétaire (Nigeria, Ghana, Cameroun, Sierra Leone), le solde primaire se détériore fortement un à deux ans avant l'élection, et l'ajustement postélectoral est lent et incomplet.

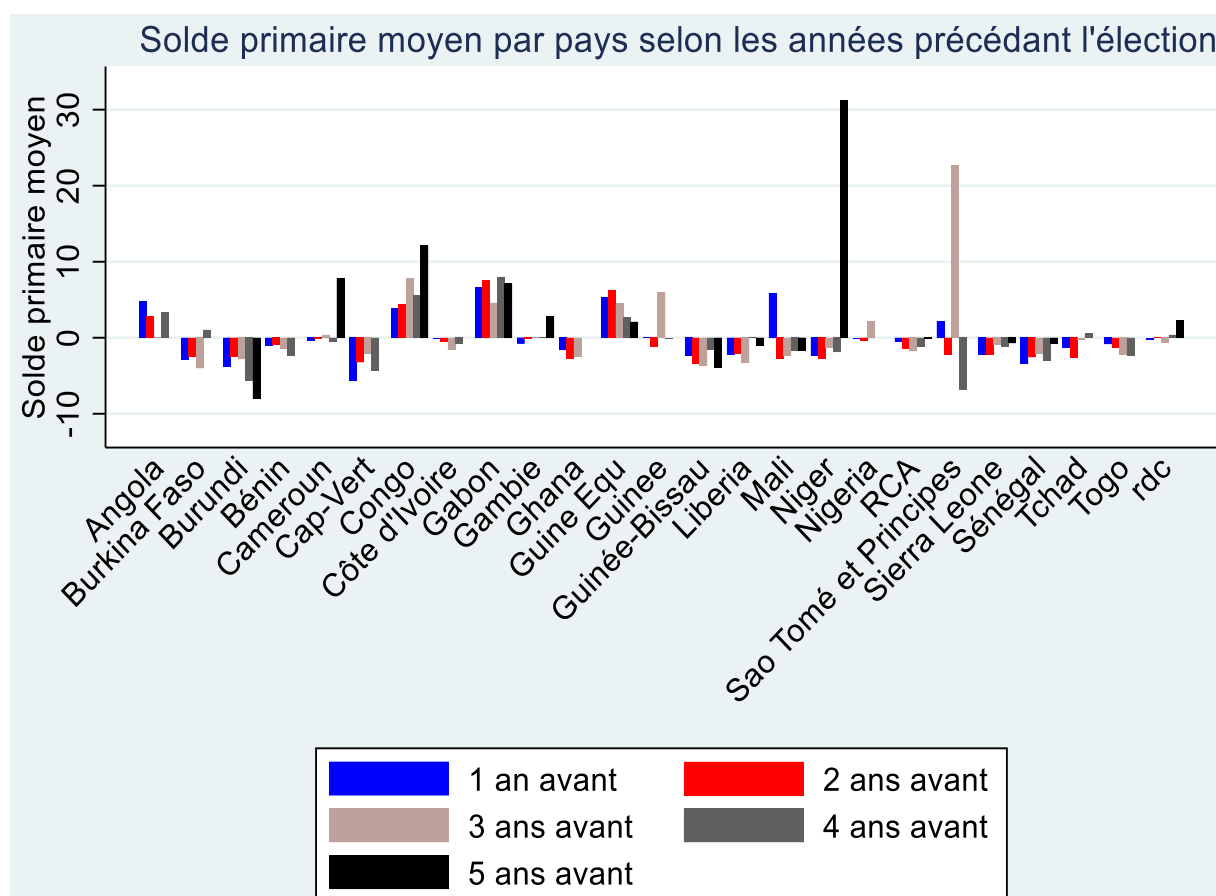
Figure 1 : Solde primaire moyen suivant les années précédant l'élection



Source : auteur

Dans les pays membres d'une union monétaire (UEMOA et CEMAC), les fluctuations sont plus contenues et l'ajustement postélectoral est plus rapide, Ces tendances confirment les observations du tableau, montrant que l'intégration monétaire agit comme un mécanisme de discipline budgétaire, réduisant l'ampleur des cycles électoraux, L'analyse globale du solde budgétaire moyen et du solde primaire net abondent dans le même sens d'une amélioration des indicateurs après élection (voir Annexe 1).

Figure 2 : Solde primaire moyen suivant les années précédant l'élection



Source : auteur

3.2. Résultats empiriques

Cette section présente les principaux résultats issus des estimations Driscoll-Kraay, qui corrigent l'hétéroscédasticité, l'autocorrélation et la dépendance transversale, et analyse l'existence de cycles budgétaires électoraux (CBE) selon l'appartenance à une union monétaire régionale¹.

3.2.1. Résultats globaux

Pour l'ensemble des pays étudiés, les estimations montrent une amélioration statistiquement significative des soldes budgétaires en période pré-électorale :

- Solde primaire : +0,337 (p=0,005)
- Solde budgétaire global : +0,339 (p=0,008)

Aucun effet significatif n'est observé pendant l'année électorale ni dans la période post-électorale. Ces résultats suggèrent que, globalement, les gouvernements adoptent une politique budgétaire prudente en amont des élections, probablement pour renforcer leur crédibilité auprès des électeurs ou respecter les exigences des bailleurs internationaux.

¹ Voir Annexe 2 pour les estimations complètes

3.2.2. Résultats par sous-groupes régionaux

UEMOA (CEDEAO avec union monétaire)

Aucune variable électorale n'est significative, que ce soit pour le solde primaire ou le solde global. Cette absence de cycles budgétaires électoraux indique que les règles budgétaires communes et les mécanismes de surveillance régionale exercent un effet disciplinant efficace.

CEDEAO hors UEMOA

Les pays non membres de l'UEMOA présentent des CBE marqués. Les coefficients associés à l'année électorale et à la période post-électorale sont négatifs et significatifs :

Solde primaire : $-1,687^*$ (année électorale, $p=0,081$), $-0,624^{**}$ (post-électoral, $p=0,011$)

Solde global : $-1,994^{**}$ (année électorale, $p=0,049$), $-0,655^{***}$ (post-électoral, $p=0,009$)

Ces résultats traduisent un comportement opportuniste : relâchement budgétaire avant les élections, suivi d'un ajustement partiel après le scrutin.

CEMAC (CEEAC avec union monétaire)

Les effets électoraux sont limités. Aucun effet significatif n'est observé pour le solde primaire, tandis qu'une détérioration modérée du solde global est constatée après les élections ($-0,497^{**}$, $p=0,020$), indiquant une relaxation budgétaire post-électorale sans cycle systématique.

CEEAC hors CEMAC

Les pays hors CEMAC présentent une dynamique atypique : le solde budgétaire global s'améliore significativement après l'élection ($+1,202^{***}$, $p=0,002$), tandis que les variations pré-électorales et électORALES sont positives mais non systématiquement significatives. Cette évolution pourrait refléter des pressions externes ou des stratégies de consolidation budgétaire dans un contexte post-crise ou post-conflit. Le faible nombre de pays de ce sous-panel impose toutefois de la prudence,

En résumé, les CBE sont principalement observés dans les pays hors unions monétaires, tandis que l'appartenance à une union monétaire régionale apparaît comme un mécanisme institutionnel efficace pour discipliner les politiques budgétaires,

Tableau 6 : Effets des cycles électORAUX sur les soldes budgétaires (estimateur Driscoll-Kraay)

Variable	Pré-électoral	Année électorale	Post-électoral
Solde primaire net (% PIB)			
Global	0,337 ^{***} (0,005)	0,271 (0,490)	0,169 (0,234)
CEDEAO hors UEMOA	0,155 (0,459)	$-1,687^*$ (0,081)	$-0,624^{**}$ (0,011)
UEMOA	0,350 (0,272)	0,570 (0,345)	0,239 (0,146)
CEMAC	0,101 (0,651)	$-1,879$ (0,208)	$-0,145$ (0,708)

CEEAC hors CEMAC	0,846* (0,066)	2,518 (0,130)	0,798 (0,111)
Solde budgétaire global (% PIB)			
Global	0,339*** (0,008)	0,126 (0,802)	0,130 (0,321)
CEDEAO hors UEMOA	0,110 (0,581)	-1,994** (0,049)	-0,655*** (0,009)
UEMOA	-0,016 (0,962)	-1,044 (0,284)	-0,121 (0,440)
CEMAC	0,185 (0,286)	-1,499 (0,127)	-0,497** (0,020)
CEEAC hors CEMAC	1,652 (0,183)	6,675 (0,220)	1,202*** (0,002)

Notes: * $p < 0,10$, ** $p < 0,05$, *** $p < 0,01$, Panel 1995–2024,

3.3. Interprétation et discussion

Rôle de l'union monétaire comme instrument de discipline budgétaire

L'absence de CBE dans l'UEMOA et la CEMAC confirme que l'appartenance à une union monétaire constitue un proxy opérationnel efficace des institutions fortes, plus discriminant que les indicateurs WGI. Les plafonds de déficit (3 % PIB pour l'UEMOA), la surveillance BCEAO/BEAC et les mécanismes de sanction limitent les manipulations budgétaires discrétionnaires, conformément à la littérature (Franzese, 2002 ; Ebeke, 2010 ; Koukou, 2022),

Tableau 7 : Hétérogénéité régionale

Région	Effet électoral principal	Explication	Références
UEMOA	Aucun CBE significatif	Convergence et surveillance BCEAO	Koukou (2022)
CEDEAO hors UEMOA	-1,69* (électoral) ; -0,65*** (post)	Autonomie budgétaire → opportunisme	Adekunle et al. (2021) ; Bobbo & Melingui Bate (2022)
CEMAC	-0,50** post-électoral (solde global)	Volatilité pétrolière > calendrier électoral	Mpatswe et al. (2015) ; Diop & Ndiaye (2023)
CEEAC hors CEMAC	+1,20*** post-électoral	Pressions bailleurs / post-conflit	Brender (2003)

Source : auteur

Déterminants et variables de contrôle des cycles électoraux

Les effets concentrés en année électorale (Elec_0) valident le modèle d'électeurs myopes dans des contextes institutionnellement faibles (Rogoff, 1990 ; Akhmedov & Zhuravskaya, 2004) ;

Solde courant positif → déficits jumeaux classiques ;

Effet négatif de la population sous-entend une pression redistributive ;

Croissance et dette contraignantes surtout hors unions monétaires.

Implications politique

Les unions monétaires offrent une discipline budgétaire efficace et pourraient servir de modèle pour intégrer des pays comme le Nigeria ou le Ghana dans la CEDEAO, au-delà des réformes nationales fragiles, L'harmonisation de la CEEAC selon le modèle UEMOA constitue une priorité stratégique (FMI, 2023).

Conclusion

Dans ce travail, nous avons analysé le rôle des cycles budgétaires électoraux (CBE) dans les pays de la CEDEAO et de la CEEAC sur la période 1995–2024, en mettant l'accent sur le rôle de l'intégration monétaire. Nous avons ainsi essayé de déterminer si l'appartenance à une union monétaire constitue un mécanisme institutionnel de discipline budgétaire, limitant les comportements opportunistes en période électorale. Sur le plan méthodologique, la spécification empirique retenue prend en compte la dynamique des soldes budgétaires, les effets fixes pays et temps, ainsi que la dépendance transversale. Nous avons ainsi utilisé un modèle de panel non cylindré estimé à l'aide de l'estimateur de Driscoll-Kraay, robuste aux dépendances temporelles et transversales. Les résultats empiriques montrent que l'existence et l'intensité des cycles budgétaires électoraux (CBE) dans la CEDEAO et la CEEAC dépendent fortement du cadre institutionnel monétaire. De même, les résultats ont montré que les cycles budgétaires électoraux sont significatifs uniquement dans les pays non membres d'une union monétaire. Dans ces pays, l'absence de contraintes supranationales favorise une manipulation des finances publiques à des fins électorales. En revanche, les règles communes et les mécanismes de surveillance propres aux unions monétaires atténuent ces comportements. Succinctement, cette étude confirme que :

- les cycles budgétaires électoraux apparaissent surtout là où l'autonomie budgétaire est élevée, hors unions monétaires.
- l'appartenance à une union monétaire réduit significativement les comportements opportunistes.
- les institutions supranationales peuvent compenser la faiblesse des contraintes nationales, offrant un cadre pour améliorer la discipline budgétaire dans les jeunes démocraties africaines.

Ces résultats mettent en lumière le rôle crucial des mécanismes institutionnels régionaux pour stabiliser les finances publiques et renforcer la crédibilité des politiques budgétaires.

BIBLIOGRAPHIE

- Adekunle, B., et al.** (2021). Electoral budget cycles in West African non-monetary union countries. *African Journal of Economic Policy*, 28(2), 45–67.
- Al-Abed, M., & Kassim, B.** (2023). CEMAC fiscal convergence criteria and political budget cycles. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, (2), 289-312.
- Alesina, A.** (1987). Macroeconomic policy in a two-party system as a repeated game. *Quarterly Journal of Economics*, 102(3), 651–678. <https://doi.org/10.2307/1885380>
- Alt, J. E., & Lassen, D. D.** (2006). Transparency, political polarization, and political budget cycles in OECD countries. *American Journal of Political Science*, 50(3), 530–550. <https://doi.org/10.1111/j.1540-5907.2006.00201.x>
- Brender, A., & Drazen, A.** (2005). Political budget cycles in new versus established democracies. *Journal of Monetary Economics*, 52(7), 1271–1295. <https://doi.org/10.1016/j.jmoneco.2005.07.007>
- Brender, A., & Drazen, A.** (2012). How do budget institutions affect fiscal performance? *Journal of Monetary Economics*, 59(3), 251–266.
- Castro, R., & Martins, C.** (2018). Electoral competitiveness and fiscal policy in emerging economies. *Public Choice*, 175(1), 23–49.
- Diop, A., & Ndiaye, S.** (2023). Revenue volatility and fiscal policy cycles in Central Africa. *Journal of African Economies*, 32(2), 180–205.
- Driscoll, J. C., & Kraay, A. C.** (1998). Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data. *Review of Economics and Statistics*, 80(4), 549–560. <https://doi.org/10.1162/003465398557825>
- Effiom, E.** (2019). Electoral budget cycles in Nigeria: Evidence from panel data. *African Development Review*, 31(4), 560–575.
- Ellahie, E.** (2012). Fiscal discipline and electoral cycles in the WAEMU. *Journal of African Finance*, 14(1), 29–50.
- Facchini, F., Melki, M., & Zimmermann, K.** (2018). Electoral competitiveness and fiscal policy in emerging democracies. *European Journal of Political Economy*, 54, 136–156.
- Franzese, R. J.** (2002). Electoral and partisan cycles in economic policies and outcomes. *Annual Review of Political Science*, 5, 369–421.
- Gootjes, B., de Haan, J., & Jong-A-Pin, R.** (2021). Fiscal rules and electoral budget cycles in Europe. *European Journal of Political Economy*, 66, 101–122.
- Hansson, Å., & Holofsdotter, G.** (2008). Monetary integration and fiscal discipline in the EU. *European Journal of Political Economy*, 24(2), 438–451.

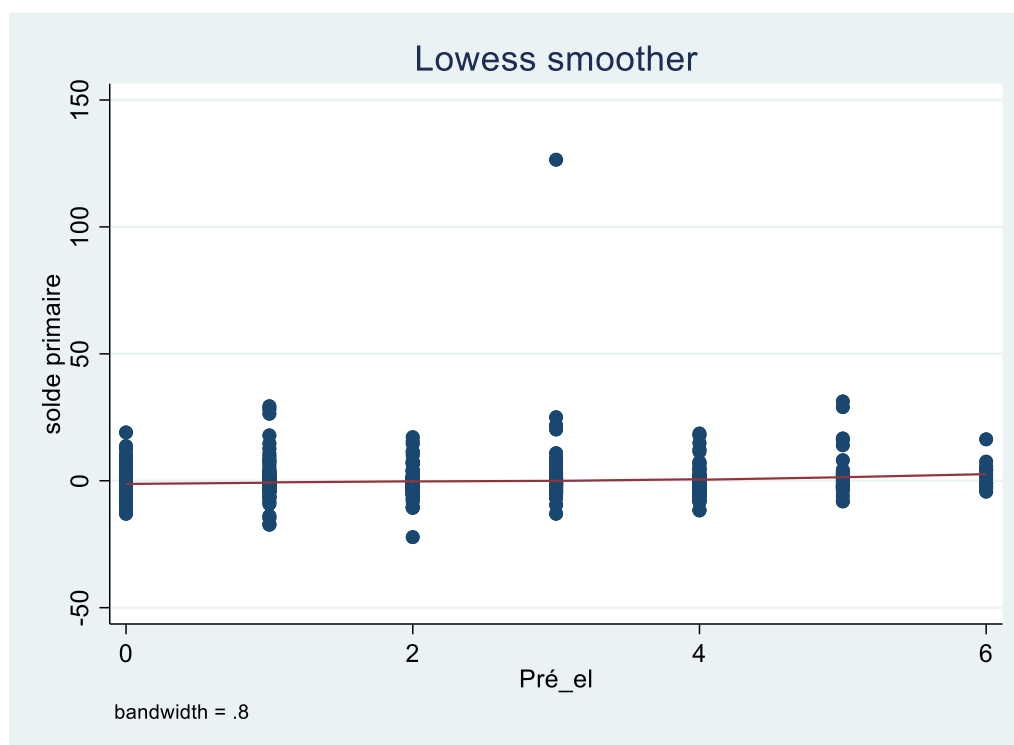
- Hartley, J. S., & Knudsen, E.** (2022). Fiscal rules and fiscal performance in emerging markets. *Journal of Policy Modeling*, 44(1), 1–22.
- Hausman, J. A.** (1978). Specification tests in econometrics. *Econometrica*, 46(6), 1251–1271.
- Hibbs, D. A.** (1977). Political parties and macroeconomic policy. *American Political Science Review*, 71(4), 1467–1487.
- Janku, L., & Libich, J.** (2019). Political budget cycles in emerging democracies: A survey. *Post-Communist Economies*, 31(5), 591–610.
- Koukou, F.** (2022). Institutional constraints and electoral budget cycles in West Africa. *Journal of African Political Economy*, 29(2), 100–123.
- Lindbeck, A.** (1976). The political economy of the Swedish model. *Journal of Public Economics*, 6(3), 325–346.
- Lopez, J., & Moya, R.** (2022). Political budget cycles in emerging democracies. *Journal of Development Economics*, 155, 102815.
- Mink, M., & de Haan, J.** (2006). Fiscal policy and electoral cycles in the EU. *Public Choice*, 127(3-4), 457–479.
- Moyo, B., & Phiri, A.** (2022). Fiscal discipline through regional integration: Evidence from Sub-Saharan Africa. *Economic Modelling*, 108, 105765.
<https://doi.org/10.1016/j.econmod.2021.105765>
- Mpatswe, C., Tapsoba, R., & York, J.** (2015). Fiscal discipline in the CEMAC: Institutions and electoral cycles. *Central African Economic Review*, 7(1), 22–45.
- Nasser, A.** (2011). Budgetary behavior in WAEMU countries. *West African Journal of Economics*, 15(2), 45–68.
- Nguyen, T. C., & Tran, T. L.** (2023). The political budget cycles in emerging and developing countries. *Journal of Economics and Development*, 25(3), 205–225.
<https://doi.org/10.1108/JED-01-2023-0015>
- Nordhaus, W. D.** (1975). The political business cycle. *Review of Economic Studies*, 42(2), 169–190.
- Osei, R., et al.** (2023). Monetary union rules and electoral budget cycles in West and Central Africa. *African Development Review*, 35(2), 145–162.
- Persson, T., & Tabellini, G.** (1991). *Political economics: Explaining economic policy*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Persson, T., & Tabellini, G.** (2004). Constitutional rules and fiscal policy outcomes. *American Economic Review*, 94(1), 25–45.

- Pesaran, M. H.** (2004). General diagnostic tests for cross-section dependence in panels. *CESifo Working Paper Series No. 1229*.
- Pesaran, M. H.** (2007). A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence. *Journal of Applied Econometrics*, 22(2), 265–312. <https://doi.org/10.1002/jae.951>
- Ramsey, J. B.** (1969). Tests for specification errors in classical linear least squares regression analysis. *Journal of the Royal Statistical Society: Series B (Methodological)*, 31(2), 350–371.
- Rogoff, K., & Sibert, A.** (1988). Elections and macroeconomic policy cycles. *Review of Economic Studies*, 55(1), 1–16.
- Rogoff, K.** (1990). Equilibrium political budget cycles. *American Economic Review*, 80(1), 21–36.
- Schulze, G. G., & Ursprung, H. W.** (1999). Electoral budget cycles and fiscal policy in the EU. *European Economic Review*, 43(1), 157–178.
- Shi, M., & Svensson, J.** (2006). Political budget cycles: A review of theory and evidence. In *Handbook of Public Economics* (Vol. 5, pp. 1965–2022).
- Shmuel, A.** (2020). The political budget cycle across varying degrees of democracy. *Electoral Studies*, 68, 102218. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2020.102218>
- Tan, Z., & Phan, T.** (2023). Regional integration and fiscal discipline in Asian emerging economies. *Asian Economic Papers*, 22(1), 45–67.
- Tufte, E. R.** (1978). *Political control of the economy*. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Westerlund, J.** (2007). Testing for error correction in panel data. *Econometric Reviews*, 26(2-4), 263–286.

ANNEXES

Annexe 0 :

Graphique 1 : Test de linéarité du modèle



Source: auteur

Annexe 1 : Analyse statistique

Figure 1 : Solde budgétaire moyen entre année électorale ou non

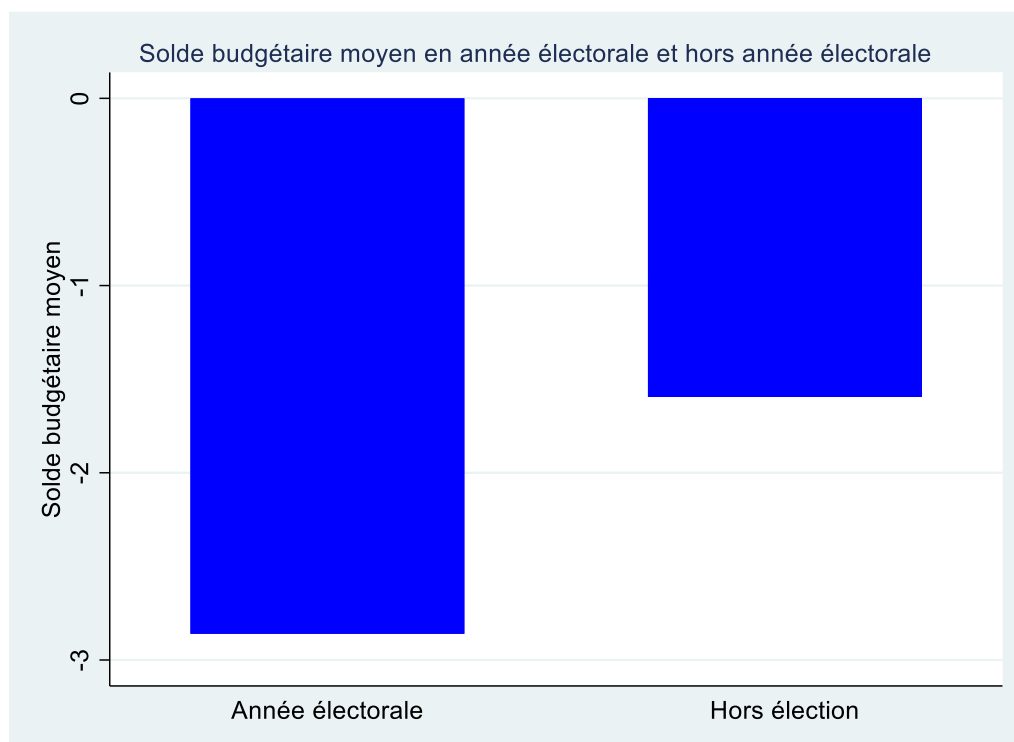
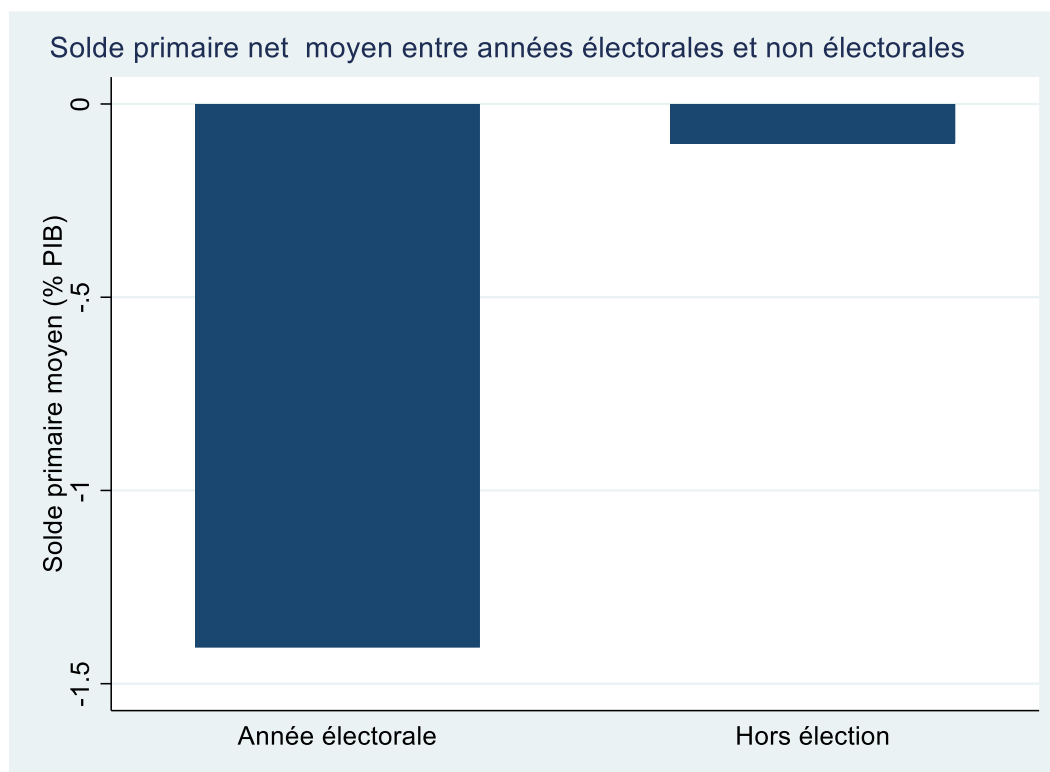


Figure 2 : Solde primaire net moyen en année électorale ou non électorale



Annexe 2 : Estimations

Tableau 1 : Effet des cycles électoraux sur le solde primaire net

Variables/région	Global	CEDEAO hors UEMOA	UEMOA	CEMAC	CEEAC hors CEMAC
L_s_primaire	0,225 *** (0,010)	0,142 * (0,089)	0,136 (0,419)	0,478 *** (0,000)	0,116 ** (0,018)
Pré-électoral	0,337 *** (0,005)	0,155 (0,459)	0,350 (0,272)	0,101 (0,651)	0,846 * (0,066)
Année électorale	0,271 (0,490)	-1,687 * (0,081)	0,570 (0,345)	-1,879 (0,208)	2,518 (0,130)
Post-électoral	0,169 (0,234)	-0,624 ** (0,011)	0,239 (0,146)	-0,145 (0,708)	0,798 (0,111)
Solde courant	0,375 ** (0,046)	0,013 (0,606)	0,172 (0,132)	0,127 ** (0,016)	0,797 *** (0,000)
Population	-1,076 ** (0,015)	-0,066 *** (0,001)	-31,84 ** (0,038)	9,641 (0,347)	0,829 (0,663)

Croissance PIB	0,114 ** (0,016)	-0,053 (0,328)	0,036 (0,565)	0,071 ** (0,039)	-0,263 (0,115)
Dette publique	-0,000 (0,961)	-0,047 ** (0,014)	-0,014 (0,348)	-0,100 * (0,068)	-0,148 * (0,079)
Constante	0,717 (0,421)	2,328 (0,126)	-1,888 ** (0,010)	1,640 (0,152)	0,192 (0,885)

Tableau 2 : Effet des cycles électoraux sur le solde budgétaire global

Variable/région	Global	UEMOA	CEDEAO hors UEMOA	CEMAC	CEEAC hors CEMAC
L1_s_budgétaire	0,226 ** (0,010)	— 0,510 ** (0,002)	0,180 * (0,054)	0,224 * (0,037)	-0,368 * (0,084)
Pré_el	0,339 *** (0,008)	-0,016 (0,962)	0,110 (0,581)	0,185 (0,286)	1,652 (0,183)
elec_0	0,126 (0,802)	-1,044 (0,284)	-1,994 ** (0,049)	-1,499 (0,127)	6,675 (0,220)
Post_el	0,130 (0,321)	-0,121 (0,440)	-0,655 *** (0,009)	-0,497 ** (0,020)	1,202 *** (0,002)
Solde courant	0,381 ** (0,040)	0,331 (0,118)	0,003 (0,883)	0,064 (0,296)	0,819 *** (0,002)
Population	-1,082 ** (0,011)	-3,533 (0,909)	-0,063 *** (0,001)	-0,989 (0,658)	-0,900 (0,635)
Croissance économique	0,165 ** (0,004)	0,120 * (0,072)	-0,033 (0,602)	0,002 (0,971)	0,216 (0,401)
Dette publique	-0,003 (0,296)	-0,078 (0,377)	-0,051 ** (0,010)	-0,042 * (0,044)	-0,050 (0,640)

• * : significatif à 10% ; ** : significatif à 5% ; *** : significatif à 1%